

**Réponse aux
documents mis en
consultation publique
par l'ARCEP au titre du
nouveau cycle des
analyses de marché**

Septembre 2020

INTRODUCTION

L'ARCEP a mis en consultation publique le 7 juillet 2020 des projets de décisions et de recommandations au titre du nouveau cycle d'analyses de marché pour la période 2021-2023.

La Banque des Territoires salue l'ambition de l'Autorité qui vise à maintenir une régulation pro-investissement pour faire de la fibre la nouvelle infrastructure fixe de référence et à accompagner la bascule du réseau historique de cuivre vers la fibre.

Mobilisée dès 2001 à la demande de l'Etat, la Banque des Territoires est aujourd'hui pleinement engagée dans les déploiements des réseaux fixes à très haut débit en fibre optique (FttH). Elle intervient principalement par des investissements en fonds propres au niveau local dans des sociétés de projet titulaires de Délégation de Service Public (concession ou affermage) sur sollicitation de l'industriel retenu à l'issue de l'appel d'offres, et en co-investissement avec des fonds d'infrastructures. Elle finance par ailleurs de nombreuses collectivités territoriales via les prêts sur fonds d'épargne notamment.

Dans ce cadre, depuis 2001, la Caisse des Dépôts a investi plus de 575 millions d'euros sur ses fonds propres dans notamment 27 Réseaux d'Initiative Publique FttH, aux côtés de plusieurs groupes industriels Altitude Infrastructure, Axione, Covage et TDF, et consacré plus de 760 millions d'euros dans des prêts au service public local pour des réseaux très haut débit. Les réseaux ainsi financés en prêt ou fonds propres desserviront près de 10,5 millions de locaux (logements et entreprises) en fibre optique à l'horizon 2025.

Dans ce contexte, la Banque des Territoires est particulièrement vigilante à la préservation de l'écosystème des Réseaux d'Initiative Publique (RIP) pour permettre de délivrer dans les meilleures conditions possibles (quantité, qualité, calendrier) des services très haut débit à l'ensemble des populations dans les zones les plus rurales. Cet écosystème a été fragilisé par la crise sanitaire récente, les déploiements FttH ont été ralentis, les capacités d'investissements des acteurs privés comme publics ont été mises sous pression.

Et pourtant cette crise a également mis en exergue la nécessité d'un déploiement rapide et complet des réseaux FttH, sur l'ensemble du territoire national. L'effort d'investissement et de déploiement doit se poursuivre et se renforcer et cela dans un cadre budgétaire contraint pour l'ensemble des acteurs de l'écosystème.

En ce sens et à la lecture des documents mis en consultation par l'ARCEP, la Banque des Territoires souhaite porter à l'attention de l'Autorité des points de vigilance sur les sujets suivants :

- **Durée du droit d'usage en cofinancement d'au moins 40 ans** (*Projet de recommandation sur les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique – point 5*) ;
- **Dispositions relatives aux raccordements FTTH** (*Projet de décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique - parties 2 et 6*).

Le présent document détaille ci-après l'analyse de la Banque des Territoires sur ces deux sujets.

I. Durée du droit d'usage en cofinancement

Dans son projet de recommandation précité, l'ARCEP considère raisonnable qu'un opérateur commercial puisse disposer de droits d'usage (IRU) d'une durée d'au moins 40 ans dans le cadre de son cofinancement en zones moins denses.

Dans le cadre des contrats de délégation de service public (DSP) pour les RIP FTTH dont la durée est déterminée (majoritairement entre 15 et 25 ans), la majorité des plans d'affaires ont été établis en prenant en compte une durée du droit d'usage en cofinancement de 20 ans. Cette recommandation sur la durée du droit d'usage pose donc la question de l'équilibre économique de ces contrats à durée déterminée.

En ce sens, la recommandation de l'ARCEP appelle des clarifications :

- Sur la nature contractuelle de cette durée : peut-on considérer une durée de 40 ans, en ce compris la période initiale et la période de renouvellement, dès lors que les conditions financières de renouvellement sont connues et contractualisées dès le départ, ce qui répondrait à l'objectif de prévisibilité et de pérennité recherché par les opérateurs commerciaux ? Par exemple, la durée de 40 ans peut-elle s'entendre comme la contractualisation d'un contrat de 20 ans renouvelable pour une période équivalente selon des modalités fixées initialement ?
- Sur la tarification de ces droits d'usage : aujourd'hui les catalogues de services des RIP prévoient une tarification pour une durée de 20 ans.

En effet, selon le principe désormais consacré par l'article L.2114-7 du code de la commande publique, la durée d'un contrat de DSP prenant la forme d'une concession est « *déterminée en fonction de la nature et du montant des investissements demandés* » au délégataire. La durée d'un contrat de DSP doit ainsi permettre au délégataire d'atteindre un équilibre économique au regard de ses investissements et des recettes attendues de la vente de ses services.

Selon la nature des montages juridiques retenus, le montant des subventions alloué dans le cadre de ces contrats autant que le montant de la redevance d'affermage ont été dimensionnés sur la base de cet équilibre économique recherché.

Cet équilibre se traduit dans les plans d'affaires des RIP reposant aujourd'hui sur des droits d'usage de 20 ans dont l'intégralité de la recette est comptabilisée sur cette durée. Selon les dispositions contractuelles des différents projets, la recette peut être perçue en totalité ou en partie par le délégataire ou être reversée à la collectivité délégante.

Dans les comptes des délégataires, cette recette est le plus souvent linéarisée : elle est comptabilisée en produits constatés d'avance et reprise en compte de résultat à hauteur de $1/20^{\text{ème}}$ par année.

Le passage à une durée de 40 ans des droits d'usage pourrait venir bouleverser l'équilibre économique des plans d'affaires des délégataires ainsi que les plans de financement des collectivités. En effet, si les droits sont dès l'origine d'une durée de 40 ans, la recette correspondante devrait aussi être comptabilisée sur cette durée, avec pour conséquence une réduction des recettes annuelles attachées à chaque droit d'usage.

En ce sens, il paraît important que le cadre de la régulation apporte un bon niveau de prévisibilité à l'ensemble des acteurs de l'écosystème, au moment même où l'achèvement de la couverture THD nécessite des efforts d'investissements très importants.

Pour tous les droits futurs, une durée de 20 ans renouvelable jusqu'à 40 ans avec, pour contrepartie, une obligation d'assumer les charges de réinvestissement au prorata du cofinancement au-delà de cette échéance serait de nature à conforter les opérateurs d'immeuble et leurs investisseurs sur une prévisibilité financière propice à favoriser les investissements, tout en répondant aux attentes exprimées par les opérateurs commerciaux.

II. Dispositions en matière de raccordements FTTH

Raccordement des logements et des locaux dits « raccordables sur demande »

Dans les zones moins denses, pour le cas particulier des raccordements à la demande présentant des coûts supérieurs à 5 000 euros, l'ARCEP estime possible de recourir à un traitement spécifique dès lors que le nombre de locaux concernés serait limité et pré-identifié dès la consultation préalable.

Pour ces locaux, la pose du point de branchement optique pourrait, en cas de demande raisonnable de raccordement, être conditionnée au paiement d'un tarif spécifique, sous réserve que celui-ci n'excède pas les coûts spécifiques de pose du point concerné.

Cette possibilité, telle qu'elle est formulée dans le texte mis en consultation, amène plusieurs **demandes de précision** :

- D'une part, il apparaît nécessaire de préciser une **définition technique** commune à l'ensemble des opérateurs d'immeuble de ces locaux afin d'éviter les divergences d'interprétation et de mise en œuvre, et de se prémunir contre tout « effet d'aubaine » ;
- D'autre part, le projet de décision ne donne pas d'indication concernant :
 - **L'assiette des coûts couverts** par le plancher de 5000 euros évoqués : extension du réseau de desserte jusqu'au nouveau PBO, pose du PBO, et/ou raccordement(s) rattachés au PBO ? ;
 - **La prise en charge du paiement** de ce tarif spécifique. Peut-on imaginer que l'opérateur commercial et/ou le client final soient appelés à financer ce montant ?

L'Autorité pourrait lancer une consultation publique spécifique sur le raccordement final permettant notamment d'objectiver ce niveau de 5 000 euros qui ne correspond pas à un seuil identifié et partagé dans les projets de RIP. Dans ce cadre, la Banque des Territoires se tient à la disposition de l'Autorité pour contribuer à ce travail.

Raccordement des immeubles et lotissements neufs, additionnels ou écartés

Concernant les contraintes pesant sur l'opérateur d'immeuble s'agissant des immeubles neufs et lotissements, des **précisions** semblent nécessaires pour déterminer le **périmètre technique** concerné par le projet de décision. En effet, s'il est évident que l'obligation visée pour l'opérateur d'immeuble recouvre le raccordement à la BLOM de ces immeubles, on ne sait, pour les immeubles collectifs, si cela recouvre aussi leur **équipement interne**, alors que cette charge repose normalement sur leur constructeur en application du code de la construction et de l'habitation.